



Nou lé Kapab !

Le Journal de l'Az Do Fèr

N°015

TÉMOIGNAGES DU VENDREDI 9 NOVEMBRE 2011 •

17ème Conférence des Nations unies sur le Climat à Durban

Un manque de volonté politique

Depuis plusieurs jours et jusqu'à ce soir se tient en Afrique du Sud une énième rencontre de plus de 190 pays sur le réchauffement climatique. L'objectif est de trouver comment diminuer les émissions de gaz à effet de serre, et ce, afin de limiter la hausse des températures sur la planète. De belles perspectives en théorie, mais dans le concret, les choses ne sont pas si simples...

La question du devenir du Protocole de Kyoto

Le Protocole de Kyoto, traité international visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, impose aux grands pays industrialisés de réduire leurs émissions. Cette convention arrive à terme en 2012 et son devenir est l'un des enjeux incertains de cette nouvelle rencontre internationale.

Si les États-Unis sont souvent montrés du doigt par leur refus de signer le Protocole de Kyoto, il ne faut pas pour autant oublier qu'à l'exception de la Norvège, les pays signataires ne respectent pas les engagements pris en matière de baisse des émissions de gaz à effet de serre.

De nombreuses voix se sont élevées pour regretter la différence entre les engagements pris et ce qui a réellement été fait. Jean Jouzel, climatologue au GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat), a ainsi dénoncé le problème de la mise œuvre du protocole issu en grande partie d'un manque de volonté politique.

Des pays qui se sont engagés à l'époque remettent aujourd'hui en cause le devenir du Protocole de Kyoto alors que d'autres y sont très fortement attachés, c'est notamment le cas des petits



Il a été rappelé durant cette conférence que si un nouvel accord dépendait de tous, la Chine, l'Inde, la Russie, le Japon et les États-Unis, responsables à eux seuls de 50% des émissions de gaz à effet de serre, devaient s'engager pleinement.

territoires insulaires, le tout sur fond de "qui est responsable?".

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a reconnu le caractère imparfait, voire insuffisant du Protocole de Kyoto, mais a estimé qu'il était «une fondation sur laquelle bâtir l'avenir».

De la difficulté d'un accord mondial quand la responsabilité des pays est si variée

Il a été rappelé durant cette conférence que si un nouvel accord dépendait de tous, la Chine, l'Inde, la Russie, le Japon et les États-Unis, responsables à eux seuls de 50% des émissions de gaz à effet de serre, devaient s'engager pleinement. Et c'est ici que le bât blesse.

Alors que Ban Ki-moon n'hésite pas à déclarer que c'est «l'avenir de la planète qui est en jeu»

à travers ce protocole, que des experts mettent en garde contre la probable future inhospitalité de certains territoires, l'enjeu mondial et humain est freiné: les territoires durement frappés par le réchauffement de la planète, notamment les territoires insulaires, attendent des "grands" des décisions courageuses alors que ces derniers sont occupés à «savoir ce que va faire l'autre pays» au lieu de «ce qu'ils peuvent faire eux-mêmes». Finalement, encore une fois, les intérêts que l'on pourrait qualifier de "personnels" passent avant l'intérêt général, sauf que là, condition aggravante, c'est à l'échelle de la planète. Si les conséquences se voient amplifiées, le processus est le même et le négociateur de la République du Congo l'a assez bien résumé: «quand deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui est foulée».

Édito

L'avenir de la planète est en jeu

Il y a deux ans se tenait en "grande pompe" le Sommet de Copenhague sur le Climat. Un rendez-vous avec le climat qui n'est pas passé inaperçu. Durant des semaines et des semaines, tous les médias étaient sur la brèche. Numéros spéciaux, reportages, envoyés spéciaux, des directs... les dirigeants du monde entier avaient fait le déplacement et tous les yeux et les regards étaient tournés vers le Climat pour trouver un accord de lutte contre le réchauffement de la planète.

Depuis ce Sommet, le monde a essuyé des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et de plus en plus violentes. Là aussi, les médias ont été au cœur de ces événements et le monde entier a été marqué par les images catastrophiques et tragiques de ces phénomènes.

Deux ans après se tient la 17^{ème} Conférence des Nations unies sur le Climat qui a débuté depuis le 28 novembre pour finir le 9 décembre (aujourd'hui) à Durban, en Afrique du Sud. Une conférence qui doit, entre autres, résoudre l'épineuse question de l'avenir du Protocole de Kyoto dont la première phase doit débuter en 2012. La conférence de Durban qui se tient actuellement est loin de susciter l'intérêt. Les médias ne se bousculent pas, aucun reportage, aucune émission spéciale, pas de "Une" des journaux... tous les dirigeants n'ont pas fait le déplacement... pourtant, la survie de la planète va dépendre de notre adaptation aux changements climatiques... tout le reste, c'est une perte de temps.

Les chiffres de la semaine :

2°C

C'est le chiffre en degrés Celsius d'augmentation qu'il ne faut pas dépasser par rapport aux températures du 19^{ème} siècle, sans quoi on ne pourra plus jurer de rien quant aux perturbations du climat, d'après les scientifiques.

450 PPM

Pendant des centaines de milliers d'années, la quantité de CO2 dans l'atmosphère était de 280 parties par million (PPM). Aujourd'hui, elle est de 390 PPM et augmente désormais de 2 PPM par an. Si la tendance se maintient, nous atteindrons les 450 PPM dans une trentaine d'années. Une telle augmentation, en moins de deux siècles, ne peut manquer d'avoir des conséquences sur le climat.

500 ans

C'est une approximation du temps nécessaire pour que s'évapore le CO2 que nous rejetons dans l'air aujourd'hui et après l'augmentation à 450 PPM. Dans le meilleur des cas, le CO2 ne reste que cinq ans dans l'atmosphère, après quoi il s'accumule dans les végétaux et les océans. Le problème, c'est que l'équilibre a été rompu: nous émettons désormais plus que ce que les végétaux et les océans combinés ne peuvent absorber.

Environnement :

Et si on devenait éco-citoyen ?

Trouver les moyens de lutter contre le réchauffement climatique relève de la responsabilité de tous: États, collectivités, entreprises, mais aussi nous, citoyens! Certes, les pays peinent à trouver des accords pour diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre ne les positionnant pas en donneur de leçons, mais cela n'empêche que nous pouvons à titre personnel, apporter notre contribution quotidienne. "Nou lé Kapab" vous propose cette semaine quelques idées pour contribuer vous aussi à diminuer l'impact de notre activité sur le réchauffement climatique.

L'eau

Un Français consomme environ 150 litres d'eau potable par jour pour ses besoins domestiques, dont seulement 7% pour l'alimentation! Éviter de faire couler l'eau inutilement! Opter pour des systèmes de chasse d'eau à deux débits, il permet d'économiser 15 litres par jour pour un foyer de deux personnes! Vérifier les fuites d'eau, un écoulement goutte à goutte peut faire dépenser jusqu'à 4.000 litres d'eau par an! Préférer les douches, elles consomment de 50 à 80 litres contre 150 à 300 litres pour un bain!

Équiper les robinets de réducteurs de débits, ils permettent une économie annuelle de 30% pour un foyer de quatre personnes! La récupération de l'eau de pluie!

Les déchets

Réutiliser ou refuser les sacs plastiques, le volume total des sacs en plastique produits en Europe en 2008 était de 3,4 millions de tonnes. Évitez au maximum les produits jetables et les emballages, c'est le cas notamment des lingettes! Composter vos déchets organiques! Rappporter ses médicaments en pharmacie. Trier ses déchets, le papier est recyclable jusqu'à six fois, le verre est recyclable indéfiniment et l'aluminium est recyclable des milliers de fois. Avec 670 canettes, on peut fabriquer un vélo! Donner au lieu de jeter!

L'électricité

Veiller à éteindre les lumières inutiles. Préférer les ampoules à basse consommation d'énergie, avec la possibilité de faire jusqu'à 80% d'économies! Éviter les lampes halogènes qui consomment de 25 à 50 fois plus qu'une lampe basse consommation!

Ne pas abuser des abat-jours dont la couleur sombre peut absorber de 50 à 80% de la lumière!

Favoriser la lumière naturelle!

Acheter des appareils mentionnant une étiquette européenne de classe énergétique au moins «A»!

Éteindre les appareils qui restent en veille!

Au bureau

Éviter les couverts et récipients jetables.

Éviter les gobelets fournis près des fontaines

Modérer la consommation de papier, nous en consommons environ 80 Kg par an et par personne, une feuille sur six imprimée sur le lieu de travail n'est jamais utilisée!

Utiliser du papier recyclé qui nécessite 20 fois moins d'arbres, 10 fois moins d'eau et 2 fois moins d'énergie que le papier blanc ordinaire! Utiliser le verso des papiers imprimés, le papier constitue 80% des déchets produits par une administration!

En voiture

Bien gonfler ses pneus, un sous-gonflage de 0,5 bar (sous-gonflage dangereux) c'est 2,4% de consommation supplémentaire!

Entretien de son véhicule, un véhicule mal entretenu peut entraîner une surconsommation de

carburant pouvant aller jusqu'à 25%, par exemple, un filtre à air encrassé fait consommer 3% de plus!

Modérer sa vitesse et sa nervosité, une conduite souple et sûre permet un gain de carburant de 40%: éviter les freinages, les changements de rapports inutiles (20% d'économies), anticiper les ralentissements, éviter les accélérations intempestives et souvent inutiles!

Réduire sa vitesse, la plupart des véhicules ont un rendement énergétique maximal entre 80 et 100 km/h. En roulant à 130 km/h, en plus du risque de se prendre une amende, on augmente la consommation de carburant de plus de 20% par rapport à une vitesse de 110 km/h!

Doucement au départ à froid, sur les premiers kilomètres après le démarrage de votre voiture, une vitesse trop élevée augmente la consommation de 50% sur le premier kilomètre.

Éviter la climatisation, une voiture climatisée consomme de 1 (sur route) à 3 (en ville) litres supplémentaires sur 100 km, soit 10 à 25% de surconsommation de carburant!

Quelques chiffres sur les déchets...

Type de déchets	Durée de vie
Mégots avec filtre	1 à 2 ans
Chewing-gum	5 ans
Canette en acier	100 ans
Canette en aluminium	200 ans
Sac en plastique	450 ans
Bouteille en plastique	500 ans
Le verre	5.000 ans

Durée de vie des déchets dans la nature.
Source: www.notre-planete.info

Quelques chiffres sur l'eau...

On parle d'«eau virtuelle», à titre indicatif.

Produits	Litres d'eau
1 litre d'eau minérale	9 litres
1 litre de Coca	2,5 litres
1 litre de lait	790 litres
1 kilo de riz	1.400 litres
1 kilo de poulet	3.900 litres
1 jean	8.000 litres
1 voiture	30.000 litres

Litres d'eau moyens nécessaires pour fabriquer quelques produits courants.



Faire bon usage de l'eau, c'est participer chacun à la préservation de l'environnement.

Europe

Un énième Sommet de crise

Aujourd'hui, vendredi 9 décembre, les dirigeants des 27 pays de l'Union européenne vont se réunir lors d'un Sommet européen déterminant l'avenir de la zone euro. Un de plus qui devrait, selon certains spécialistes, aboutir à des mesures drastiques pour sauver la monnaie unique.

En dépit des nombreuses réunions, les plans de rigueur mis en place en Europe ont surtout touché les peuples: baisse des aides sociales, baisse des revenus et retraites, hausse des impôts et taxes, hausse des assurances et mutuelles, suppression de postes dans la fonction publique... Toutes ces mesures vont atteindre les modes de vie des Européens. D'autant plus que face à ces plans d'austérité, les gouvernements mis en place sont de droite, avec une vision libérale de la gouvernance d'un pays.

Renforcer la gouvernance de la zone euro

Selon les souhaits de Nicolas Sarkozy, président français, et Angela Merkel, chancelière allemande, la ligne budgétaire des États sera durcie et surveillée. Le traité de l'Union européenne devrait inscrire le tour de vis dans des budgets nationaux. En effet, les «sanctions automatiques» et «immédiates» pour les États dont le déficit dépasse trop les 3% du Produit intérieur brut (PIB) et la dette les 60% devraient s'appliquer d'ici peu.

Cette règle d'or obligera les 17 pays de la zone euro à un retour à l'équilibre sur le dos de leurs concitoyens de la classe moyenne et des plus démunis. Car les plus épargnés dans cette crise sont les hauts revenus qui font un effort moindre par rapport aux populations. Ces populations qui pourraient payer les erreurs de leurs gouvernements, si ceux-ci ne répondent pas aux exigences de l'UE. En effet, le retour à l'équilibre sera surveillé et vérifié par la Cour de justice européenne, dotée de pouvoir de poursuites, et l'UE pourrait demander aux



Manifestation contre le chômage à La Réunion.

La situation sociale d'une grande majorité de Réunionnais prouve qu'il est donc temps de changer les choses et d'aller voter pour une politique sociale qui permettrait de créer de l'emploi et de relancer la croissance.

gouvernements de revoir leur projet de budget.

«Un devoir de réussite» !

Les comptes de la France sont dans le rouge depuis le début du 21^{ème} siècle, les mesures gouvernementales n'ont pas endigué la crise structurelle, à laquelle vient de s'ajouter la crise économique et financière de 2008. Face à cette situation, le gouvernement UMP d'aujourd'hui se veut garant d'un

retour à l'équilibre: «Nous avons collectivement un devoir de réussite: si nous ne réussissons pas, alors nous alimenterons l'accusation d'impuissance et d'irrésolution qui est le moteur de la crise d'aujourd'hui», a déclaré François Fillon mercredi à Marseille, à la veille de l'ouverture du Sommet, qui est jugé «crucial pour enrayer la crise de la zone euro». Se félicitant que «la France et l'Allemagne ont pris des initiatives (...), mais nous avons besoin de l'appui de tous», François Fillon en oublie les chiffres

du chômage, de la misère et de la précarité qui ne cessent d'augmenter.

A La Réunion, il n'y a plus d'illusions, plus de 29% de la population est au chômage, dont 60% des jeunes, le BTP est en passe de disparaître, la récession s'enracine, la crise locale devrait perdurer et entraîner avec elle des milliers de familles. Il est donc encore temps de changer les choses et d'aller voter pour une politique sociale qui permettrait de créer de l'emploi et de relancer la croissance.

Présidentielle

Non au Front national dans les universités!

Après l'annulation des déplacements de la candidate du Front national dans une école de commerce de Toulouse et dans une université de Lille, c'est un débat organisé par une association étudiante se disant «non partisane» qui a dû être annulé à l'Université de Paris-Dauphine suite à un rassemblement organisé par l'UNEF, l'UEJF, le MJS, les jeunes communistes et les jeunes du NPA.

«L'université ne participera pas à la banalisation du Front national!»...

Ce mardi 6 décembre, Marine Le Pen était invitée à débattre de son programme économique par l'association Dauphine-Discussion-Débat. Cette invitation

fait échos, selon l'UNEF, à «plusieurs mois de tentative de banalisation du Front national».

Dans un communiqué, l'organisation étudiante estime que la «mise en avant de la République et la laïcité ne peut masquer le fait que le parti de Marine Le Pen est un parti xénophobe qui stigmatise une partie de la population en désignant un ennemi de l'intérieur et en voulant introduire la "préférence nationale" comme élément central de son action politique».

Jonathan Hayoun, Président de l'UEJF, «déploie la place d'honneur faite à Marine Le Pen dans une université française». Il estime que Marine Le Pen «ne s'est pas affranchie de l'idéologie de son parti, ni de

son père qu'elle a nommé président d'honneur du Front national».

Au-delà d'interdire les lieux à une candidate d'un parti extrémiste, les différentes organisations souhaitent souligner la nécessité de ne pas banaliser la politique orchestrée par le Front national et estiment que les idées de l'extrême droite se situent «à la marge du débat démocratique» et n'ont ainsi pas leur place au sein des universités.

VS. «La dissolution de l'UNEF»

La présidente du Front national a dénoncé mardi soir les «milices de gauche» qui l'ont empêchée

un peu plus tôt d'entrer à l'Université Paris-Dauphine pour un débat, exigeant une condamnation de toute la classe politique et la dissolution de l'UNEF, première organisation étudiante et à l'origine de la contestation.

«Est-ce que le pouvoir va laisser ces milices de gauche faire la loi dans notre pays? Est-ce que le pouvoir va laisser ces milices de gauche brutaliser des étudiants, empêcher une candidate à la Présidentielle de venir s'exprimer dans le cadre d'un débat républicain et démocratique?», a-t-elle demandé, visiblement furieuse, lors d'un point presse qu'elle a tenu dans les locaux du Front national à Paris.

Service à la personne - Partie 6 :

Enjeux et pistes de réflexion locales sur les SAP

En définitive, il s'agit ici de dire que l'essor des services à la personne est une réalité et il s'est considérablement accéléré ces dix dernières années, sous l'effet conjugué d'un accroissement des besoins des Réunionnais comme des Français et de la volonté des pouvoirs publics de faire croître ce secteur, créateur d'emplois à domicile.

Fait remarquable, cette croissance s'est réalisée malgré la présence de nombreux freins. Ce qui permet d'envisager un potentiel de croissance beaucoup plus important qu'aujourd'hui si les différents acteurs du marché parviennent à débloquer ces freins, tant au niveau de la demande que de l'offre de services. La création de services à la personne devrait être un des catalyseurs de ce développement.

De plus, il semblerait que le secteur des services à la personne soit un marché rentable et large, surtout dans un système de compétitivité accrue où un individu paye pour une prestation donnée, le plus souvent par manque de temps. C'est ce que l'on appelle plus communément un échange de bon procédé où les deux principaux intéressés (professionnel et particulier) y trouvent un avantage certain et non négligeable, surtout dans un contexte où la mondialisation continue à toucher même les territoires isolés comme La Réunion. En ce qui concerne cette dernière, cette branche d'activité constitue un secteur porteur, et ce, malgré la forte contrainte insulaire qui apparaît.

En somme, La Réunion se développant sur la base du système français et européen, il est tout à fait envisageable d'y implanter un vrai réseau hiérarchisé de services à la personne, tout en sachant que cette dernière connaît depuis une dizaine d'années dans ses grandes villes, l'adage bien connu des grands pays industrialisés: «métré, boulot, dodo».



Les services portés à la personne sont plus que jamais une source d'emplois.

Un marché local important

La population totale réunionnaise en 2008 était estimée à 802.000 habitants. De plus, le fort taux de chômage réunionnais associé à l'illettrisme important dans l'île engendrent des situations de dépendance de beaucoup d'individus qui se retrouve dans une situation d'assistanat dû au contexte social. Ceci étant, il serait utile de mettre en place des services de gestion de tout l'administratif (lettres, contrats, comptabilité...), mais il faut d'abord une sensibilisation et une conscientisation collective pour que cela s'ancre dans les mœurs.

Par ailleurs, les ménages composés d'un homme et d'une femme, sont souvent obligés de travailler tous les deux, au vu du coût de la vie et sont très peu disponibles. Les emplois qui proposent des horaires contraignants et

décalés concernent généralement le milieu de la restauration, les aéroports, les hôpitaux. En ce sens, les services tels que le ménage, repassage, les garderies d'enfants à domicile sont utiles pour ces types de ménages.

Une méthodologie

Le temps est en ce sens un facteur clé qu'il faut approfondir ici, en étudiant finement par la suite les besoins réels des Réunionnais au quotidien. Cela passe notamment par une étude de marché qu'il convient de réaliser avec tous les supports documentaires de lecture qui en font partie. Il faut bien évidemment établir une estimation de l'activité du secteur, puis réaliser une perspective de son développement avec une sémantique dans le secteur: une méthodologie est à mettre en place pour mener à la création d'un obser-

vatoire économique et social du secteur des entreprises de services à la personne.

Un retour à la proximité

Pour conclure, nous pouvons rendre compte d'un fait très éloquent sur l'île. Les services à la personne peuvent s'interpréter comme des services de proximité qui permettent d'être au plus près des individus et de créer donc du lien social. L'île de La Réunion est effectivement un territoire éloigné des grandes métropoles, car insulaire et baignant dans un océan en marge des pays développés. En ce sens, ce caractère spécifique aux îles fait apparaître des relations humaines très ancrées, avec une solidarité et une image de la famille très importante. C'est pourquoi, il semble intéressant de développer ce secteur ici, car cela participera et accentuera le «vivre ensemble» unique et cher aux Réunionnais.

Nou ar trouve !

Remerciements à toutes et tous ceux qui ont participé à l'élaboration de ce journal, Béatrice L., Stéphane M., Emeline V., Gilles L., Hassan I., ... Retrouvez nous sur FB « L'Az Do Fèr », sur le blog www.noulekapab.com! RDV Vendredi prochain !

contact@noulekapab.com

